

Hautes Terres Communauté

Le 24 octobre 2025

Publié le 04/11/2025

Recu en préfecture le 04/11/2025

Envoyé en préfecture le 04/11/2025

ID: 015-200066637-20251024-2025_DPRSDT_323-AR

DECISION PRESIDENT N°2025-DPRSDT-32

8.8 - Environnement

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

Le Président de Hautes Terres Communauté

Objet: Signature d'une convention de prestations pour la collecte et le traitement des déchets ménagers spéciaux dans les déchetteries

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2024-CC-206 en date du 09 décembre 2024 portant délégation d'attributions du Conseil communautaire au Président ;

Considérant que dans le cadre de sa politique en termes de gestion des déchets. Hautes Terres Communauté s'engage à assurer l'élimination règlementaire des déchets recueillis en déchetterie ;

Considérant la nécessité de conclure une convention avec la société Chimirec, agréée pour la collecte et le traitement des déchets ménagers spéciaux, afin de mettre à jour le champ des déchets pris en charges et le protocole de sécurité ;

Précisant que les prix unitaires de prises en charge ont augmentés mais que cette revalorisation aurait dû être effective depuis 2022;

DECIDE

Article 1 : De conclure et signer une convention de prestations avec la société Chimirec pour la collecte et le traitement des déchets ménagers spéciaux dans les déchetteries de Massiac et Neussargues-Moissac;

Article 2 : Les coûts de traitement et les prix de rachat par type de déchets sont fixés par la société susmentionnée et précisés dans la convention à conclure ;

Article 3 : Le coût annuel de la prestation est estimé à 23 000 € TTC ;

Article 4: La présente convention prend effet à la date de signature et est conclue jusqu'au 31 décembre 2026, elle sera renouvelée par tacite reconduction chaque année ;

Article 5 : Il sera rendu compte de la présente décision au prochain Conseil communautaire ;

Article 6 : Madame la Directrice de Hautes Terres Communauté et Monsieur le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Didier ACHALM

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.